

Ligue Équestre Wallonie Bruxelles



*Reconnue par l'Adeps – Ministère des Sports de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Aile francophone de la Fédération Royale Belge des Sports Équestres reconnue par la F.E.I.*

RÈGLEMENT PARTICULIER

MÉDICAL & ANTIDOPAGE

Edition 2016-2

Print 18/10/2016



SOMMAIRE

Préambule	3
Article 801 : Vaccination	3
Article 802 : Équipes « Wallonie Bruxelles »	3
Article 803 : Équitation adaptée	3
Titre I : Définition	4
Titre II : Les principes	10
Article 804	10
Article 805	10
Titre III : Les autorisations à usage thérapeutique (AUT)	12
Article 806	12
Article 807	12
Article 808	13
Titre IV : Localisation des sportifs d'élite	13
Article 809	13
Titre V : Procédure disciplinaire	14
Article 810	14
Titre VI : Suspension provisoire	14
Article 811 : Suspension provisoire obligatoire après un résultat d'analyse anormal	14
Titre VII : Annulation automatique des résultats individuels	15
Article 812	15
Titre VIII : Sanctions à l'encontre des individus	15
Article 813	15
Annulation des résultats et des gains	15
813.1 Annulation des résultats obtenus lors d'une manifestation au cours de laquelle une violation des règlements antidopage est survenue	15
Allocation des gains retirés	15
Suspension	15
813.2 Suspension en cas de présence, d'usage, de tentative d'usage, de possession d'une substance interdite ou d'une méthodes interdites	15
813.3 Suspension pour d'autres violations des règles antidopage	16
813.4 Élimination de la période de suspension en l'absence de faute ou de négligence	16
813.5 Réduction de la période de suspension pour cause d'absence de faute ou de négligence significative	16
813.6 Élimination ou réduction de la période de suspension, sursis, ou autres conséquences, pour des motifs autres que la faute	17
813.7 Violations multiples	18
813.8 Annulation des résultats obtenus dans des compétitions postérieures au prélèvement ou à la perpétration de la violation des règles antidopage	18
813.9 Début de la période de suspension	19
813.10 Statut durant la période de suspension	19
Titre IX : Sanctions à l'encontre des équipes	20
814.1 Contrôles relatifs aux sports d'équipe	20
814.2 Conséquences pour les sports d'équipe	20
Titre X : Divers	20
Article 815	20
Article 816	20
Annexe : 1	21
Disciplines sportives – catégorie	21
Catégorie A	21
Catégorie B	21
Catégorie C	21
Catégorie D	21



Préambule

Tous les cas ne peuvent être prévus dans le présent règlement.

En cas de circonstances fortuites ou exceptionnelles, il appartient de décider dans un esprit sportif se rapprochant le plus possible de l'esprit de ce règlement et des règlements de la F.E.I. et de la AMA.

Le règlement doit être lu en corrélation avec le Règlement Général (RG) et le Règlement d'Ordre Intérieur (ROI) de la L.E.W.B.

Ce règlement est d'application à tous les concours organisés par les clubs et/ou associations membres effectifs ou adhérents de la Ligue Équestre Wallonie Bruxelles ; le fait de s'inscrire aux épreuves implique de la part du concurrent l'acceptation du présent règlement.

Le présent règlement entre en vigueur lors de sa parution sur le site officiel de la LEWB (www.lewb.be), toute publication antérieure devient caduque.

Partie I : Règlement Médical

Article 801 : Vaccination

Pour obtenir une licence chaque membre de la L.E.W.B. doit être valablement vacciné contre le Tétanos. Les cercles affiliés sont chargés du contrôle préalable à toute demande auprès de leurs membres.

Article 802 : Équipes « Wallonie Bruxelles »

Pour pouvoir être inscrit ou maintenu dans les équipes Cadets, Espoirs, Elites du Programme sportif « Wallonie Bruxelles » le candidat devra se soumettre à un examen annuel de médecine sportive comportant les tests suivants :

- a. Questionnaire médical sur les antécédents sportifs et médicaux ;
- b. Biométrie simple avec mesure du poids, de la taille et des plis cutanés si nécessaire ;
- c. Examen médical auscultation cardio-pulmonaire, examen orthopédique général ;
- d. Électrocardiogramme de repos et test d'effort
- e. Examens complémentaires :
 - Analyse d'urines ;
 - Glycémie sur ponction capillaire (recherche diabète) ;
 - Examen isocinétique (bilan fonctionnel de la musculature) ;
 - Échographie cardiaque ;
 - Ergospirométrie (analyse de la V02 maximum et de la ventilation à l'effort)

Le résultat de ces tests doit être positif et ne comporter aucune contre-indication à la pratique intensive des sports équestres.

Les Commissions Techniques sont chargées des contrôles effectifs et du suivi administratif.

Article 803 : Équitation adaptée

Pour pouvoir pratiquer l'Équitation adaptée, les personnes handicapées doivent produire préalablement à toute activité, un certificat d'aptitude à la pratique de l'équitation délivré par un docteur en médecine.



Partie II : Règlement Antidopage

Titre I : Définition

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- 1° absence de faute ou de négligence : démonstration, par l'athlète ou l'autre personne, du fait qu'il/elle ignorait, ne soupçonnait pas ou n'aurait pas pu raisonnablement savoir ou soupçonner, même en faisant preuve de la plus grande vigilance, qu'il/elle avait utilisé ou s'était fait administrer une substance interdite ou une méthode interdite ou avait commis d'une quelconque façon une violation des règles antidopage. Sauf dans le cas d'un mineur, pour toute violation de l'article 6, 1° du décret, l'athlète doit également établir de quelle manière la substance interdite a pénétré dans son organisme ;
- 2° absence de faute ou de négligence significative : démonstration, par l'athlète ou l'autre personne, telle que visée au 50°, du fait qu'au regard de l'ensemble des circonstances, et compte tenu des critères retenus pour l'absence de faute ou de négligence, sa faute ou sa négligence n'était pas significative par rapport à la violation des règles antidopage commise. Sauf dans le cas d'un mineur, pour toute violation de l'article 6, 1° du décret, l'athlète doit également établir de quelle manière la substance interdite a pénétré dans son organisme ;
- 3° activité sportive : toute forme d'activité physique qui, à travers une participation organisée ou non, a pour objectif l'expression ou l'amélioration de la condition physique et psychique, le développement des relations sociales ou l'obtention de résultats en compétition de tous les niveaux, à l'exclusion des activités physiques et/ou sportives qui sont organisées par les écoles, pratiquées et/ou organisées dans un cadre familial ou dans un cadre privé non accessible au public ;
- 4° ADAMS : système d'administration et de gestion antidopage, soit un instrument de gestion en ligne, sous forme de banque de données, qui sert à la saisie, à la conservation, au partage et à la transmission de données, conçu pour aider l'AMA et ses partenaires dans leurs opérations antidopage en conformité avec la législation relative à la protection des données ;
- 5° administration : le fait de fournir, d'approvisionner, de superviser, de faciliter ou de participer de toute autre manière à l'usage ou à la tentative d'usage par une autre personne d'une substance interdite ou d'une méthode interdite. Cependant, cette définition n'inclut pas les actions entreprises de bonne foi par le personnel médical et impliquant une substance interdite ou une méthode interdite utilisée à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou bénéficiant d'une autre justification acceptable, et n'inclut pas non plus les actions impliquant des substances interdites qui ne sont pas interdites dans les contrôles hors compétition sauf si les circonstances, dans leur ensemble, démontrent que ces substances interdites ne sont pas destinées à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou sont destinées à améliorer la performance sportive ;
- 6° aide substantielle : aux fins de l'article 10.6.1 du Code, la personne qui fournit une aide substantielle doit :
 - 1) divulguer entièrement, dans une déclaration écrite signée, toutes les informations en sa possession en relation avec des violations des règles antidopage et
 - 2) collaborer pleinement à l'enquête et à l'examen de toute affaire liée à ces informations, par exemple en témoignant à une audience si une organisation antidopage ou une instance d'audition le lui demande. De plus, les informations fournies doivent être crédibles et représenter une partie importante de toute affaire poursuivie ou, si l'affaire n'est pas poursuivie, elles doivent avoir constitué un fondement suffisant sur lequel une affaire pourrait reposer ;
- 7° AMA : l'Agence Mondiale Antidopage, fondation de droit suisse, créée le 10 novembre 1999 ;
- 8° annulation : conséquence possible d'une violation des règles antidopage, telle que visée au 16°, a) ;
- 9° audience préliminaire : aux fins de l'article 7.9 du Code, portant sur les principes applicables aux suspensions provisoires, audience sommaire et accélérée, préalable à la tenue de l'audience prévue à l'article 8 du Code, qui implique la notification à l'athlète et lui donne la possibilité de s'expliquer par écrit ou d'être entendu ;



- 10° AUT : autorisation d'usage à des fins thérapeutiques, permettant à l'athlète, après examen de son dossier médical, par la Commission instituée par l'article 8 du décret, d'utiliser, à des fins thérapeutiques, une substance ou une méthode reprise dans la liste des interdictions, dans le respect des critères suivants :
- la substance ou la méthode interdite en question est nécessaire au traitement d'une pathologie aiguë ou chronique telle que l'athlète subirait un préjudice de santé significatif si la substance ou la méthode interdite n'était pas administrée ;
 - il est hautement improbable que l'usage thérapeutique de la substance ou de la méthode interdite produise une amélioration de la performance au-delà de celle attribuable au retour à l'état de santé normal de l'athlète après le traitement de la pathologie aiguë ou chronique ;
 - il ne doit pas exister d'alternative thérapeutique autorisée pouvant se substituer à la substance ou à la méthode interdite ;
 - la nécessité d'utiliser la substance ou méthode interdite n'est pas une conséquence partielle ou totale de l'utilisation antérieure, sans AUT, d'une substance ou méthode interdite au moment de son usage ;
- 11° Code : Code mondial antidopage, adopté par l'AMA, le 5 mars 2003, à Copenhague, constituant l'appendice 1 de la Convention de l'UNESCO et ses modifications ultérieures ;
- 12° Comité International Olympique : en abrégé CIO, organisation internationale non gouvernementale, à but non lucratif, de durée illimitée, à forme d'association dotée de la personnalité juridique, reconnue par le Conseil fédéral suisse, conformément à un accord conclu en date du 1^{er} novembre 2000 ;
- 13° Comité International Paralympique : en abrégé CIP, organisation internationale non gouvernementale, à but non lucratif, fondée le 22 septembre 1989 et dont le siège est situé à Bonn ;
- 14° Comité National Olympique : organisation reconnue à ce titre par le Comité International Olympique, soit, en Belgique, le Comité Olympique et Interfédéral Belge, ci-après le « COIB » ;
- 15° compétition : une course unique, un match, une partie ou une épreuve unique. Par exemple, un match de basket-ball ou la finale du 100 mètres en athlétisme. Dans le cas des courses par étapes et autres épreuves où des prix sont décernés chaque jour ou au fur et à mesure, la distinction entre une compétition et une manifestation sera celle prévue dans les règles de la FEI ;
- 16° conséquences des violations des règles antidopage, ci-après « conséquences » : la violation, par un athlète ou une autre personne d'une règle antidopage peut avoir une ou plusieurs des conséquences suivantes :
- annulation : ce qui signifie que les résultats de l'athlète dans une compétition ou lors d'une manifestation sont invalidés, avec toutes les conséquences en résultant, y compris le retrait des médailles, points et prix ;
 - suspension : ce qui signifie qu'il est interdit à l'athlète ou à toute autre personne, en raison d'une violation des règles antidopage, de participer à toute compétition, à toute autre activité ou à tout financement pendant une période déterminée, conformément à l'article 10.12.1 du Code ;
 - suspension provisoire : ce qui signifie qu'il est interdit à l'athlète ou à toute autre personne de participer à toute compétition ou activité, dans le sens de l'article 10.12.1 du Code, jusqu'à la décision finale prise lors de l'audience prévue à l'article 8 du Code ;
 - conséquences financières : ce qui signifie l'imposition d'une sanction financière pour violation des règles antidopage ou pour récupérer les coûts liés à une violation des règles antidopage ;
 - divulgaration publique ou rapporter au public : ce qui signifie la divulgation ou la distribution d'informations à des personnes autres que les personnes devant être notifiées au préalable, conformément à l'article 14 du Code. Les équipes, dans les sports d'équipe, peuvent également se voir imposer des conséquences, conformément aux dispositions de l'article 11 du Code ;
- 17° conséquences financières : conséquence possible d'une violation des règles antidopage, telle que visée au 16°, d) ;
- 18° contrôle : partie du processus global de contrôle du dopage comprenant la planification de la répartition des contrôles, la collecte des échantillons, leur manipulation et leur transport au laboratoire ;
- 19° contrôle ciblé : contrôle programmé sur un athlète ou un groupe d'athlètes spécifiquement sélectionnés en vue de contrôle à un moment précis, conformément aux critères repris dans le Standard international pour les contrôles et les enquêtes ;



- 20° *contrôle du dopage* : toutes les étapes et toutes les procédures allant de la planification de la répartition des contrôles jusqu'à la décision finale en appel, y compris toutes les étapes et toutes les procédures intermédiaires, par exemple la transmission d'information sur la localisation, la collecte des échantillons et leur manipulation, l'analyse de laboratoire, les AUT, la gestion des résultats et les audiences ;
- 21° *contrôle en compétition* : dans le but de différencier en compétition et hors compétition, et sauf disposition contraire à cet effet dans les règlements de la FEI ou de l'organisation antidopage concernée, on entend un contrôle auquel doit se soumettre un athlète désigné à cette fin dans le cadre d'une compétition donnée dans la période indiquée au 28° ;
- 22° *contrôle hors compétition* : contrôle qui n'a pas lieu en compétition ;
- 23° *contrôle inopiné* : contrôle qui a lieu sans avertissement préalable de l'athlète et au cours duquel celui-ci est escorté en permanence, depuis sa notification jusqu'à la fourniture de l'échantillon ;
- 24° *Convention de l'UNESCO* : Convention internationale contre le dopage dans le sport, adoptée, le 19 octobre 2005, par la Conférence générale de l'UNESCO et rendue applicable, en Communauté française, par le décret du 1^{er} février 2008 portant assentiment à la Convention internationale contre le dopage dans le sport fait à Paris le 19 octobre 2005 ;
- 25° *divulguer publiquement ou rapporter publiquement* : conséquence possible d'une violation des règles antidopage, telle que visée au 16°, e) ;
- 26° *durée de la manifestation* : période écoulée entre le début et la fin d'une manifestation, telle qu'établie par l'organisme sous l'égide duquel se déroule la manifestation ;
- 27° *échantillons ou prélèvement* : toute matrice biologique recueillie dans le cadre du contrôle du dopage ;
- 28° *en compétition* : à moins de dispositions contraires dans les règles d'une fédération internationale ou de l'organisation responsable de la manifestation concernée, « en compétition » comprend la période commençant douze heures avant une compétition à laquelle l'athlète doit participer et se terminant à la fin de cette compétition et du processus de collecte d'échantillons lié à cette compétition ;
- 29° *falsification* : le fait d'altérer à des fins illégitimes ou d'une façon illégitime ; d'influencer un résultat d'une manière illégitime ; d'intervenir d'une manière illégitime ; de créer un obstacle, d'induire en erreur ou de se livrer à une conduite frauduleuse afin de modifier des résultats ou d'empêcher des procédures normales de suivre leur cours ;
- 30° *faute* : tout manquement à une obligation ou tout manque de diligence appropriée liée à une situation particulière. Les facteurs à prendre en considération pour évaluer le degré de la faute d'un athlète ou d'une autre personne incluent, par exemple, l'expérience de l'athlète ou de l'autre personne, la question de savoir si l'athlète ou l'autre personne est un mineur, des considérations spéciales telles que le handicap, le degré de risque qui aurait dû être perçu par l'athlète, ainsi que le degré de diligence exercé par l'athlète, et les recherches et les précautions prises par l'athlète en relation avec ce qui aurait dû être le niveau de risque perçu. En évaluant le degré de la faute de l'athlète ou de l'autre personne, les circonstances considérées doivent être spécifiques et pertinentes pour expliquer le fait que l'athlète ou l'autre personne se soit écarté(e) du comportement attendu. Ainsi, par exemple, le fait qu'un athlète perdrait l'occasion de gagner beaucoup d'argent durant une période de suspension, ou le fait que l'athlète n'a plus qu'une carrière résiduelle de courte durée, ou le moment du calendrier sportif, ne seraient pas des facteurs pertinents à prendre en compte pour réduire la période de suspension, au titre des articles 10.5.1 ou 10.5.2 du Code ;
- 31° *Gouvernement* : le Gouvernement de la Communauté française ;
- 32° *groupe cible enregistré* : groupe d'athlètes d'élite de haute priorité identifiés par une fédération internationale ou par une ONAD comme étant assujettis à des contrôles à la fois en compétition et hors compétition et qui sont obligés de transmettre les données de localisation visées à l'article 5.6 du Code et dans Standard international pour les contrôles et les enquêtes. En Communauté française, le groupe cible enregistré correspond aux sportifs d'élite de catégorie ;
- 33° *groupe cible de la Communauté française* : groupe d'athlètes d'élite identifiés par l'ONAD de la Communauté française en raison de leur affiliation sportive à une organisation sportive relevant exclusivement des compétences de la Communauté française ou, en raison du lieu de leur résidence principale sur le territoire de la région de langue française, dans le cas d'une affiliation à une fédération sportive restée nationale, qui sont assujettis à des contrôles à la fois en compétition et hors compétition et qui sont obligés de transmettre des données de localisation, conformément à l'article 18 du décret ;
- 34° *hors compétition* : toute période qui n'est pas en compétition ;



- 35° *liste des interdictions* : liste identifiant les substances et les méthodes interdites, telle qu'annexée à la Convention de l'UNESCO et mise à jour par l'AMA ;
- 36° *manifestation* : série de compétitions individuelles se déroulant sous l'égide d'une organisation responsable (exemple : les Jeux Olympiques, les Championnats du Monde des Fédérations internationales, etc.) ;
- 37° *manifestation internationale* : manifestation ou compétition où le Comité International Olympique, le Comité International Paralympique, une Fédération internationale, une organisation responsable de grandes manifestations ou une autre organisation sportive internationale agit en tant qu'organisation responsable ou nomme les officiels techniques de la manifestation ;
- 38° *manifestation nationale* : manifestation ou compétition sportive qui n'est pas une manifestation internationale et qui implique des athlètes de niveau international ou des athlètes de niveau national ;
- 39° *marqueur* : composé, ensemble de composés ou variable(s) biologique(s) qui attestent de l'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite ;
- 40° *métabolite* : toute substance qui résulte d'une biotransformation ;
- 41° *méthode interdite* : toute méthode décrite comme telle dans la liste des interdictions ;
- 42° *mineur* : personne physique qui n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans ;
- 43° *organisateur* : toute personne, physique ou morale, qui organise, isolément ou en association avec d'autres organisateurs, à titre gratuit ou onéreux, une compétition ou une manifestation sportive ;
- 44° *organisation antidopage* : signataire responsable de l'adoption de règles relatives à la création, à la mise en œuvre ou à l'application de tout volet du processus de contrôle du dopage. Cela comprend, par exemple, le Comité International Olympique, le Comité International Paralympique, d'autres organisations responsables de grandes manifestations qui effectuent des contrôles lors de manifestations relevant de leur responsabilité, l'AMA, les fédérations internationales et les organisations nationales antidopage ;
- 45° *organisation nationale antidopage* : en abrégé « ONAD », désigne-la ou les entités désignée(s) par chaque pays comme autorité(s) principale(s) responsable(s) de l'adoption et de la mise en œuvre de règles antidopage, de la gestion du prélèvement d'échantillons, de la gestion des résultats de contrôles et de la tenue d'audience, au plan national ;
- 46° *organisation sportive* : les fédérations sportives, fédérations sportives de loisirs et associations sportives, telles que définies par l'article 1^{er} du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française ;
- 47° *organisations responsables de grandes manifestations* : associations continentales de comités nationaux olympiques et toute autre organisation internationale multisports qui servent d'organisation responsable pour une manifestation internationale, qu'elle soit continentale, régionale ou autre ;
- 48° *participant* : tout athlète ou membre du personnel d'encadrement de l'athlète ;
- 49° *passport biologique de l'athlète* : programme et méthodes permettant de rassembler et de regrouper des données telles que décrites dans le Standard international pour les contrôles et les enquêtes et le Standard international pour les laboratoires ;
- 50° *personne* : personne physique ou organisation ou autre entité ;
- 51° *personnel d'encadrement de l'athlète* : tout entraîneur, soigneur, directeur sportif, agent, personnel d'équipe, responsable d'équipe, officiel, personnel médical ou paramédical, parent, ou tout autre personne qui travaille avec un athlète participant à des compétitions sportives ou s'y préparant ou qui le traite ou lui apporte son assistance ;



- 52° possession : possession physique ou de fait, qui ne sera établie que si la personne exerce un contrôle exclusif ou à l'intention d'exercer un contrôle sur la substance/méthode interdite ou sur les lieux où une substance/méthode interdite se trouve. Toutefois, si la personne n'exerce pas un contrôle exclusif sur la substance/méthode interdite, la possession de fait ne sera établie que si la personne était au courant de la présence de la substance/méthode interdite et avait l'intention d'exercer un contrôle sur celle-ci. De plus, il ne pourra y avoir violation des règles antidopage reposant sur la seule possession si, avant de recevoir notification d'une violation des règles antidopage, la personne a pris des mesures concrètes démontrant qu'elle n'a jamais eu l'intention d'être en possession d'une substance/méthode interdite et a renoncé à cette possession en la déclarant explicitement à une organisation antidopage. Nonobstant toute disposition contraire dans cette définition, l'achat, y compris par un moyen électronique ou autre, d'une substance ou méthode interdite constitue une possession de celle-ci par la personne qui effectue cet achat ;
- 53° produit contaminé : produit contenant une substance interdite qui n'est pas divulguée sur l'étiquette du produit ou dans les informations disponibles lors d'une recherche raisonnable sur internet ;
- 54° programme des observateurs indépendants : équipe d'observateurs sous la supervision de l'AMA qui observent le processus de contrôle du dopage lors de certaines manifestations, fournissent des conseils et rendent compte de leurs observations ;
- 55° responsabilité objective : règle qui stipule qu'en vertu de l'article 6, 1° et 2° du décret, il n'est pas nécessaire que l'organisation antidopage démontre l'intention, la faute, la négligence ou l'usage conscient de la part de l'athlète pour établir une violation des règles antidopage ;
- 56° résultat atypique : rapport d'un laboratoire accrédité ou approuvé par l'AMA pour lequel une investigation supplémentaire est requise par le Standard international pour les laboratoires ou les documents techniques connexes avant qu'un résultat d'analyse anormal ne puisse être établi ;
- 57° résultat d'analyse anormal : rapport d'un laboratoire accrédité ou approuvé par l'AMA qui, en conformité avec le Standard international pour les laboratoires et les documents techniques connexes, révèle la présence dans un échantillon d'une substance interdite ou d'un de ses métabolites ou marqueurs, y compris des quantités élevées de substances endogènes ou l'usage d'une méthode interdite ;
- 58° résultat de passeport anormal : rapport identifié comme un résultat de passeport anormal tel que décrit dans les Standards internationaux applicables ;
- 59° résultat de passeport atypique : rapport identifié comme un résultat de passeport atypique tel que décrit dans les Standards internationaux applicables ;
- 60° signataires : entités qui ont signé le Code et s'engagent à le respecter, conformément à l'article 23 du Code ;
- 61° sites de la manifestation : sites désignés à cette fin par l'organisation responsable de la manifestation ;
- 62° sport d'équipe : sport qui autorise le remplacement des joueurs durant une compétition ou, dans le cadre de l'équitation, sont des épreuves dites inter-équipes type « Prix des Nations » et/ou des concours Pony Games ;
- 63° sport individuel : tout sport qui n'est pas un sport d'équipe ;
- 64° athlète : toute personne qui pratique une activité sportive, à quelque niveau que ce soit, en qualité d'amateur ou de sportif d'élite ;
- 65° sportif (et/ou athlète) amateur : tout athlète qui n'est pas un sportif d'élite de niveau national ou international ;
- 66° sportif (et/ou athlète) d'élite : tout athlète qui pratique une activité sportive au niveau international, comme défini par sa fédération internationale ou au niveau national, comme défini au 67° ;
- 67° sportif (et/ou athlète) d'élite de niveau national : athlète dont la fédération internationale a signé le Code et est membre du Mouvement Olympique ou Paralympique ou est reconnue par le Comité international olympique ou paralympique ou est membre de Sport Accord, qui n'est pas un sportif d'élite de niveau international, mais répond au minimum à l'un des critères suivants :



- a) *il participe régulièrement à des compétitions internationales de haut niveau ;*
- b) *il pratique sa discipline sportive dans le cadre d'une activité principale rémunérée dans la plus haute catégorie ou la plus haute compétition nationale de la discipline concernée ;*
- c) *il est sélectionné ou a participé au cours des douze derniers mois au moins à une des manifestations suivantes dans la plus haute catégorie de compétition de la discipline concernée : jeux olympiques, jeux paralympiques, championnats du Monde, championnats d'Europe ;*
- d) *il participe à un sport d'équipe dans le cadre d'une compétition dont la majorité des équipes participant à la compétition est constituée d'athlètes visés aux points a), b) ou c) ;*

68° *sportif (et/ou athlète) d'élite de catégorie A : sportif d'élite de niveau national, qui pratique une discipline individuelle telle que reprise en annexe, en catégorie A ;*

69° *sportif (et/ou athlète) d'élite de catégorie B : sportif d'élite de niveau national, qui pratique une discipline individuelle telle que reprise en annexe, en catégorie B ;*

70° *sportif (et/ou athlète) d'élite de catégorie C : sportif d'élite de niveau national, qui pratique un sport d'équipe, dans une discipline telle que reprise en annexe, en catégorie C ;*

71° *sportifs (et/ou athlète) d'élite de catégorie D : sportifs d'élite de niveau national, qui pratique une discipline sportive non reprise en annexe ;*

72° *sportif (et/ou athlète) d'élite de niveau international : tout sportif d'élite qui pratique une activité sportive au niveau international, comme défini par sa fédération internationale ;*

73° *Standard international : Standard adopté par l'AMA en appui du Code. La conformité à un Standard international, par opposition à d'autres standards, pratiques ou procédures, suffit pour conclure que les procédures envisagées dans le Standard international en question sont correctement exécutées. Les Standards internationaux comprennent les documents techniques publiés conformément à leurs dispositions ;*

74° *substance interdite : toute substance ou classe de substances décrite comme telle dans la liste des interdictions ;*

75° *substance spécifiée : dans le cadre de l'application de sanctions à l'encontre des individus, toutes les substances interdites sont des substances spécifiées, sauf les substances appartenant aux classes des agents anabolisants et des hormones, ainsi que les stimulants et les antagonistes hormonaux et modulateurs identifiés comme tels dans la liste des interdictions. La catégorie des substances spécifiées n'englobe pas la catégorie des méthodes interdites ;*

76° *suspension : conséquence possible d'une violation des règles antidopage, telle que visée au 16°, b) ;*

77° *suspension provisoire : conséquence possible d'une violation des règles antidopage, telle que visée au 16°, c) ;*

78° *TAS : Tribunal Arbitral du Sport, institué au sein de la fondation de droit suisse « Conseil international de l'arbitrage en matière de sport » ;*

79° *tentative : conduite volontaire qui constitue une étape importante d'une action planifiée dont le but est la violation des règles antidopage. Cependant, il n'y aura pas de violation des règles antidopage basée uniquement sur une tentative, si la personne renonce à la tentative avant d'être surprise par un tiers non impliqué dans la tentative ;*

80° *trafic : vente, don, transport, envoi, livraison ou distribution à un tiers ou possession à cette fin d'une substance ou d'une méthode interdite, physiquement, par moyen électronique ou par un autre moyen, par un athlète, le personnel d'encadrement de l'athlète ou une autre personne assujettie à l'autorité d'une ONAD. Toutefois, cette définition ne comprend pas les actions de membres du personnel médical réalisées de bonne foi et portant sur une substance interdite utilisée à des fins thérapeutiques légitimes ou licites ou à d'autres fins justifiables. Elle ne comprend pas non plus les actions portant sur des substances interdites qui ne sont pas interdites dans des contrôles hors compétition, à moins que l'ensemble des circonstances ne démontre que ces substances interdites ne sont pas destinées à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou sont destinées à améliorer la performance sportive ;*

81° *usage : utilisation, application, ingestion, injection ou consommation par tout moyen d'une substance interdite ou d'une méthode interdite. » ;*



82° CIDD : La Commission Interfédérale Disciplinaire en matière de Dopage asbl, dont le siège social est établi Allée du Bol d'Air 13 à 4031 Angleur. L'association n'adhère pas à la CIDD et elle applique, lorsqu'un de ses membres est convaincu de dopage, les procédures et les sanctions prévues dans son règlement antidopage ainsi qu'au Chapitre IX de son Règlement Général, référence étant faite aux dispositions arrêtées par les organisations internationales compétentes ;

83° Décret : le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage ;

84° Fédération : Ligue Équestre Wallonie Bruxelles asbl, dont le siège social est établi Rue de la Pichelotte 11 à 5340 Gesves.

Le présent règlement entend répondre au prescrit de l'article 19, § 1^{er}, du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage et a également pour objet de préciser les dispositions statutaires prévues en matière de lutte contre le dopage, en référence de l'article 15, 20° du décret de la Communauté Française du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport.

La fédération s'engage à l'analyser au regard du code mondial antidopage de l'AMA entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Titre II : Les principes

Article 804

En vertu de l'article 5 du décret, la pratique du dopage est interdite.

Tout athlète, tout membre du personnel d'encadrement de l'athlète, toute organisation sportive et tout organisateur est soumis aux dispositions du décret et de ses arrêtés d'exécution.

Article 805

Conformément à l'article 6 du décret, et à l'article 2 du code AMA, il y a lieu d'entendre par dopage :

805.1 la présence d'une substance interdite, de ses métabolites ou de ses marqueurs dans un échantillon fourni par un athlète.

Il incombe à chaque athlète de s'assurer qu'aucune substance interdite ne pénètre dans son organisme.

Les athlètes sont responsables de toute substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dont la présence est décelée dans leurs échantillons.

Par conséquent, il n'est pas nécessaire de faire la preuve de l'intention, de la faute, de la négligence ou de l'usage conscient de la part de l'athlète pour établir une violation des règles antidopage fondée sur le 1°.

La violation d'une règle antidopage, en vertu du 805.1, est établie dans chacun des cas suivants :

- la présence d'une substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dans l'échantillon A de l'athlète lorsqu'il renonce à l'analyse de l'échantillon B et que l'échantillon B n'est pas analysé ;
- ou lorsque l'échantillon B est analysé, la confirmation par l'analyse de l'échantillon B, de la présence de la substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs décelés dans l'échantillon A de l'athlète ;
- ou lorsque l'échantillon B de l'athlète est réparti entre deux flacons, la confirmation par l'analyse du deuxième flacon de la présence de la substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs détectés dans le premier flacon.

À l'exception des substances pour lesquelles un seuil quantitatif est précisé dans la liste des interdictions, la présence de toute quantité d'une substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dans l'échantillon fourni par un athlète constitue une violation des règles antidopage.

À titre d'exception à la règle générale visée au 805.1, la liste des interdictions ou les standards internationaux pourront prévoir des critères d'appréciation particuliers dans le cas de substances interdites pouvant également être produites de manière endogène.



- 805.2 *L'usage ou la tentative d'usage par un athlète d'une substance interdite ou d'une méthode interdite. Il incombe à chaque athlète de faire en sorte qu'aucune substance interdite ne pénètre dans son organisme et qu'aucune méthode interdite ne soit utilisée.*
Par conséquent, il n'est pas nécessaire de démontrer l'intention, la faute, la négligence ou l'usage conscient de la part de l'athlète pour établir la violation des règles antidopage pour cause d'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite.
Le succès ou l'échec de l'usage ou de la tentative d'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite n'est pas déterminant.
L'usage ou la tentative d'usage de la substance interdite ou de la méthode interdite suffit pour qu'il y ait violation des règles antidopage ;
- 805.3 *Se soustraire au prélèvement d'un échantillon, refuser le prélèvement d'un échantillon ou ne pas se soumettre au prélèvement d'un échantillon.*
La violation de la règle antidopage visée au 805.3 consiste à se soustraire au prélèvement d'un échantillon ou, sans justification valable après notification conforme aux dispositions du décret et des arrêtés d'exécution, refuser le prélèvement d'un échantillon ou ne pas se soumettre au prélèvement d'un échantillon.
- 805.4 *Toute combinaison, pour un sportif d'élite de catégorie A, sur une période de douze mois à dater du premier manquement, de trois contrôles manqués et/ou manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation, telle que prévue à l'article 18 du décret.*
- 805.5 *La falsification ou la tentative de falsification de tout élément du contrôle du dopage.*
La violation de la règle antidopage visée au 805.5 consiste en tout comportement préjudiciable au processus de contrôle du dopage, mais qui ne tombe pas sous la définition de méthode interdite.
La falsification comprend, notamment, le fait de volontairement perturber ou tenter de perturber dans son travail un agent de contrôle du dopage, de fournir des renseignements frauduleux à une organisation antidopage ou d'intimider ou de tenter d'intimider un témoin potentiel.
- 805.6 *La possession d'une substance ou méthode interdite.*
La violation de la règle antidopage visée au 805.6 peut consister en la possession, par un athlète, en compétition, de toute substance interdite ou méthode interdite ou en la possession, par un athlète, hors compétition, de toute substance ou méthode interdite hors compétition, à moins que l'athlète n'établisse que cette possession est conforme à une AUT accordée par application de l'article 8 du décret ou ne fournisse une autre justification acceptable.
La violation de la règle antidopage visée au 805.6° peut également consister en la possession, par un membre du personnel d'encadrement de l'athlète, en compétition, de toute substance ou méthode interdite ou en la possession, par un membre du personnel d'encadrement, hors compétition, de toute substance ou méthode interdite qui est interdite hors compétition, en lien avec un athlète, une compétition ou l'entraînement, à moins que la personne concernée ne puisse établir que cette possession est conforme à une AUT accordée à l'athlète par application de l'article 8 du décret ou ne fournisse une autre justification acceptable.
- 805.7 *Le trafic ou la tentative de trafic d'une substance ou d'une méthode interdite.*
- 805.8 *L'administration ou la tentative d'administration à un athlète en compétition d'une substance interdite ou d'une méthode interdite, ou l'administration ou la tentative d'administration à un athlète hors compétition d'une substance interdite ou d'une méthode interdite dans le cadre de contrôles hors compétition.*
- 805.9 *La complicité, entendue comme toute assistance, incitation, contribution, conspiration, dissimulation ou toute autre forme de complicité intentionnelle impliquant une violation des règles antidopage, une tentative de violation des règles antidopage ou une violation de l'article 10.12.1 du Code, portant sur l'interdiction de participation pendant une suspension, par une autre personne.*



805.10 L'association, à titre professionnel ou sportif, entre un athlète ou une autre personne soumise à l'autorité d'une organisation antidopage et un membre du personnel d'encadrement de l'athlète, lequel :

- a) soit, purge une période de suspension ;
- b) soit, a été condamné ou reconnu coupable, dans une procédure pénale, disciplinaire ou professionnelle d'avoir adopté un comportement qui aurait constitué une violation des règles antidopage si des règles conformes au Code avaient été applicables à cette personne. Le statut disqualifiant de ladite personne sera en vigueur pendant six ans à compter de la décision pénale, professionnelle ou disciplinaire, ou pendant la durée de la sanction pénale, disciplinaire ou professionnelle imposée, selon celle de ces deux périodes qui sera la plus longue ;
- c) soit, sert de couverture ou d'intermédiaire pour une personne telle que décrite au a) ou b).

Pour que la violation des règles antidopage visée au 805.10 puisse être établie, l'ONAD de la Communauté française ou l'AMA doivent, au préalable, notifier à l'athlète ou à l'autre personne, le statut disqualifiant du membre du personnel d'encadrement de l'athlète et la conséquence potentielle de l'association interdite à laquelle l'athlète ou l'autre personne s'expose.

Dans le cas visé au 805.10, l'ONAD de la Communauté française notifie également, au personnel d'encadrement de l'athlète concerné, qu'il a fait l'objet d'une notification à l'athlète ou à l'autre personne, dans le cadre d'une association potentiellement interdite.

Le personnel d'encadrement de l'athlète dispose de 15 jours, à dater de la notification visée à l'alinéa qui précède, pour établir, par toute voie de droit, qu'aucun des critères repris de a) à c) du 805.10 ne lui est applicable.

Dans le cas visé au 805.10, il incombe à l'athlète ou à l'autre personne d'établir que l'association avec le membre du personnel d'encadrement de l'athlète, telle que décrite de a) à c) ne revêt pas un caractère professionnel ou sportif.

Après la notification visée à l'alinéa 3 du 805.10 et pour autant que le membre du personnel d'encadrement de l'athlète n'ait pas pu établir qu'aucun des critères repris de a) à c) au 805.10 ne lui était applicable, l'ONAD de la Communauté française informe l'AMA que ce membre du personnel d'encadrement de l'athlète répond à l'un des critères repris de a) à c).

Le Gouvernement fixe les modalités de la procédure de notification visée au 805.10.

Titre III : Les autorisations à usage thérapeutique (AUT)

Article 806

Les faits visés à l'article 805, alinéa 1^{er} ne sont pas constitutifs de dopage, lorsque l'usage de produits ou méthodes interdits est réalisé à des fins thérapeutiques au sens de l'annexe 2 de la convention de l'UNESCO.

Sans préjudice des règles fixées par l'article 2 de l'annexe 2 de la Convention de l'UNESCO, la CAUT délivre des autorisations d'usage à des fins thérapeutiques :

- a) aux sportifs d'élite de niveau national, visés à l'article 1^{er}, 67^o, du décret et faisant partie du groupe cible de la Communauté française, et ce, quelle que soit leur catégorie ;
- b) aux sportifs de haut niveau, visés à l'article 12 du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française ;
- c) aux sportifs amateurs.

La CAUT n'est pas compétente à l'égard des sportifs d'élite qui, en application de l'annexe 2 de la Convention de l'UNESCO, sont tenus d'introduire leur demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques auprès de l'organisation sportive internationale ou nationale dont ils dépendent.

L'athlète qui a introduit une demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques auprès d'une autre autorité publique ou organisation sportive, reconnue comme organisation antidopage par l'AMA, ne peut pas introduire une demande auprès de la CAUT, fondée sur les mêmes motifs.

Article 807

Les athlètes visés à l'article 806 qui souhaitent user, à des fins thérapeutiques, de substances ou méthodes interdites introduisent une demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (AUT) auprès de la CAUT suivant les règles établies par le Gouvernement.



Article 808

Les sportifs amateurs visés à l'art.806, alinéa 2, c), peuvent demander et obtenir, auprès de la CAUT, une AUT de manière et avec effet rétroactif.

Le Gouvernement détermine les modalités de la procédure visée à l'alinéa précédent.

Titre IV : Localisation des sportifs d'élite

Article 809

809.1 Sous la forme et les modalités fixées par le Gouvernement, les sportifs d'élite des catégories A, B et C qui font partie du groupe-cible de la Communauté française, fournissent, par voie de publication dans la base de données ADAMS, des données précises et actualisées sur leur localisation.

809.2 Les données à fournir par les sportifs d'élite de catégorie A sont :

- a) Leurs nom et prénoms ;
- b) Leur genre ;
- c) Leur adresse du domicile et, si elle est différente, de la résidence habituelle ;
- d) Leurs numéros de téléphone, de fax et l'adresse électronique ;
- e) S'il échet, leur numéro du passeport de sportif de l'AMA ;
- f) Leurs discipline, classe et équipe sportives ;
- g) Leur fédération sportive et leur numéro d'affiliation ;
- h) L'adresse complète de leurs lieux de résidence, d'entraînement, de compétition et manifestation sportives pendant le trimestre à venir ;
- i) Une période quotidienne de 60 minutes pendant laquelle le sportif est disponible en un lieu indiqué pour un contrôle inopiné.

809.3 Les données à fournir par les sportifs de catégorie B ou C sont :

- a) Leurs nom et prénoms ;
- b) Leur genre ;
- c) Leurs numéros de téléphone, de fax et l'adresse électronique ;
- d) S'il échet, leur numéro du passeport du sportif de l'AMA ;
- e) Leurs discipline, classe et équipe sportives ;
- f) Leur fédération sportive et leur numéro d'affiliation ;
- g) Leurs horaires et lieux de compétitions et d'entraînements sportifs pendant le trimestre à venir ;
- h) L'adresse complète de leur lieu de résidence habituelle pour les jours où ils n'ont ni compétition, ni entraînement sportif pendant le trimestre à venir.

Les sportifs d'élite de catégorie C peuvent désigner un responsable d'équipe pour transmettre, en leur nom, leurs données de localisation ainsi que la liste actualisée des membres de l'équipe.

Nonobstant l'application du cas visé à l'alinéa précédent, l'exactitude et la mise à jour des informations transmises relèvent, in fine, de la responsabilité de l'athlète.

809.4 Les sportifs d'élite de catégorie B, qui ne respectent pas leurs obligations de localisation et/ou manquent un contrôle peuvent, quelle que soit l'organisation antidopage ayant constaté le manquement, après notification écrite et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, être tenus de respecter les obligations de localisation des sportifs d'élite de catégorie A, pendant 6 mois. En cas de nouveau manquement constaté pendant ce délai, celui-ci est prolongé de 18 mois, à dater du dernier constat de manquement.

Les sportifs d'élite de catégorie C, qui ne respectent pas leurs obligations de localisation et/ou manquent un contrôle peuvent, quelle que soit l'organisation antidopage ayant constaté le manquement, après notification écrite et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, être tenus de respecter les obligations de localisation des sportifs d'élite de catégorie A, ou B, selon les cas, déterminés par le Gouvernement, pendant 6 mois. En cas de nouveau manquement pendant ce délai, celui-ci est prolongé de 18 mois, à dater du dernier constat de manquement.



Les sportifs d'élite de catégorie B, C ou D, qui font l'objet d'une suspension disciplinaire pour fait de dopage ou dont les performances présentent une amélioration soudaine et importante, ou qui présentent de sérieux indices de dopage sont, dans le respect des critères repris à l'article 4.5.3 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, tenus de respecter les obligations de localisation des sportifs d'élite de catégorie A.

Le Gouvernement peut modifier les listes des disciplines sportives correspondant aux catégories A, B, C et D.

- 809.5 *Sauf en cas de force majeure, chaque sportif d'élite est disponible pour un ou plusieurs contrôles antidopage à l'endroit de localisation communiqué.*
- 809.6 *Le Gouvernement précise, après avis de la commission de la protection de la vie privée, les droits et obligations des sportifs d'élite en matière de communication de leurs données de localisation ainsi que les formes de la notification de ces données.*
- 809.7 *Les obligations prévues au présent article prennent effet à partir du moment où le sportif d'élite en a été averti par notification et jusqu'à réception de la notification de la cessation de leurs effets, suivant les modalités arrêtées par le Gouvernement.*

Tout sportif d'élite qui souhaite contester sa soumission aux obligations prévues par le présent article ou tout éventuel manquement lui reproché, par application du présent article, peut former un recours, avec effet suspensif, auprès du Gouvernement, pour solliciter la révision administrative de la décision qu'il conteste.

Le recours visé à l'alinéa qui précède est introduit dans les quinze jours à dater de la notification de la décision administrative contestée.

Le Gouvernement fixe les modalités de la procédure du recours visé à l'alinéa 2.

- 809.8 *Les obligations prévues par le présent article restent en vigueur pendant toute la durée de suspension du sportif d'élite, et leur respect conditionne le droit du sportif d'élite à participer à de nouvelles compétitions ou manifestations sportive, après sa suspension.*
- 809.9 *Les informations suivantes sont portées, par le biais de canaux de communication sécurisés et suivant les modalités définies par le Gouvernement, à la connaissance des fonctionnaires en charge de la surveillance du dopage au sein de la Communauté flamande, de la Communauté germanophone et de la Commission communautaire commune :*
- a) *toute décision relative à l'inclusion ou à l'exclusion d'un athlète du groupe cible de la Communauté française avant que ces informations ne soient notifiées à l'athlète ;*
 - b) *tout manquement d'un sportif d'élite du groupe cible de la Communauté française à un contrôle antidopage ou aux obligations de localisation qui s'imposent à lui.*

Titre V : Procédure disciplinaire

Article 810

Voir règlement de procédure, Chapitre IX du Règlement Général de la LEWB.

Titre VI : Suspension provisoire

Article 811 : Suspension provisoire obligatoire après un résultat d'analyse anormal

Lorsqu'un résultat d'analyse est reçu pour une substance interdite ou une méthode interdite, à l'exception d'une substance spécifiée, une suspension provisoire sera imposée sans délai au terme de l'examen relatif à des résultats d'analyse anormaux et de la notification de ceux-ci.

Dans tous les cas où un athlète a été notifié d'une violation des règles antidopage qui n'est pas passible d'une suspension provisoire obligatoire conformément à l'alinéa 1^{er}, l'athlète se verra offrir l'occasion d'accepter une suspension provisoire dans l'attente de la résolution de l'affaire.



Titre VII : Annulation automatique des résultats individuels

Article 812

Une violation des règles antidopage dans un sport individuel en relation avec un contrôle en compétition entraîne automatiquement l'annulation des résultats obtenus au cours de cette compétition et toutes les conséquences qui en résultent, y compris le retrait des médailles, des points et des prix.

Titre VIII : Sanctions à l'encontre des individus

Article 813

ANNULATION DES RÉSULTATS ET DES GAINS

813.1 Annulation des résultats obtenus lors d'une manifestation au cours de laquelle une violation des règlements antidopage est survenue

Une violation des règles antidopage commise lors d'une manifestation ou en lien avec celle-ci peut entraîner l'annulation de tous les résultats individuels obtenus par l'athlète dans le cadre de ladite manifestation, avec toutes les conséquences en résultant, y compris le retrait des médailles, des points et des prix, sauf dans les cas prévus à l'article 813.1.1.

Les facteurs à prendre en considération pour annuler d'autres résultats au cours d'une manifestation peuvent inclure, par exemple, la gravité de la violation des règles antidopage commise par l'athlète et la question de savoir si l'athlète a subi des contrôles négatifs lors des autres compétitions.

813.1.1 Lorsque l'athlète démontre qu'il n'a commis aucune faute ou négligence en relation avec la violation, ses résultats individuels dans d'autres compétitions ne seront pas annulés, à moins que les résultats obtenus dans d'autres compétitions que celle au cours de laquelle la violation des règles antidopage est intervenue n'aient été vraisemblablement influencés par cette violation.

ALLOCATION DES GAINS RETIRÉS

À moins que les règles de la LEWB ne prévoient que les gains retirés doivent être réattribués à d'autres athlètes, ceux-ci seront alloués d'abord au remboursement des frais de recouvrement de l'organisation antidopage qui aura pris les mesures nécessaires afin de recouvrer le montant du gain, puis au remboursement des frais de l'organisation antidopage ayant effectué la gestion des résultats.

S'il reste des fonds, ceux-ci seront alloués conformément aux règles de la LEWB.

SUSPENSION

813.2 Suspension en cas de présence, d'usage, de tentative d'usage, de possession d'une substance interdite ou d'une méthodes interdites.

La période de suspension imposée pour une violation des articles 805.1 (Présence d'une substance interdite, de ses métabolites ou de ses marqueurs), 805.2 (Usage ou tentative d'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite) et 805.6 (Possession de substances interdites ou de méthodes interdites) sera la suivante, sous réserve d'une réduction ou d'un sursis potentiel de la sanction conformément aux articles 813.4, 813.5 ou 813.6.

813.2.1 La durée de suspension est de quatre ans lorsque :

813.2.1.1 la violation des règles antidopage n'implique pas une substance spécifiée, à moins que l'athlète ou l'autre personne ne puisse établir que cette violation n'était pas intentionnelle.

813.2.1.2 la violation des règles antidopage implique une substance spécifiée et l'organisation antidopage peut établir que cette violation était intentionnelle.

813.2.2 Si l'article 813.2.1 ne s'applique pas, la durée de la suspension sera de deux ans.



813.2.3 *Au sens des articles 813.2 et 813.3, le terme « intentionnel » vise à identifier les athlètes qui trichent. C'est pourquoi ce terme exige que l'athlète ou l'autre personne ait adopté une conduite dont il savait qu'elle constituait ou provoquait une violation des règles antidopage ou qu'il existait un risque important qu'elle puisse constituer ou aboutir à une violation des règles antidopage, et a manifestement ignoré ce risque. Une violation des règles antidopage découlant d'un résultat d'analyse anormal pour une substance qui n'est interdite qu'en compétition ne sera pas considérée comme « intentionnelle » si l'athlète ou l'autre personne peut établir que la substance interdite a été utilisée dans un contexte sans rapport avec une prestation sportive.*

813.3 Suspension pour d'autres violations des règles antidopage

La période de suspension pour les violations de ces règles antidopage autres que celles stipulées prévues à l'article 813.2 sera la suivante sauf si les articles 813.5 ou 813.6 sont applicables :

813.3.1 *Pour les violations des articles 805.3 et 805.5 la période de suspension applicable sera de quatre (4) ans, à moins que, dans où il ne s'est pas soumis au prélèvement de l'échantillon, l'athlète ne soit en mesure d'établir que la commission de la violation n'était pas intentionnelle (selon la définition de l'article 813.2.3), auquel cas la période de suspension sera de deux (2) ans.*

813.3.2 *Pour les violations de l'article 805.4, la période de suspension sera de deux (2) ans. Cette période pourra être réduite au maximum de moitié, en fonction du degré de la faute de l'athlète. La flexibilité entre deux (2) et un (1) an de suspension au titre du présent article n'est pas applicable lorsque des changements fréquents de localisation de dernière minute ou l'identification d'autres conduites laissent sérieusement soupçonner que l'athlète tentait de se rendre indisponible pour des contrôles.*

813.3.3 *Pour les violations des articles 805.7 ou 805.8, la période de suspension imposée sera au minimum de quatre (4) ans et pourra aller jusqu'à la suspension à vie, en fonction de la gravité de la violation. Une violation des articles 805.7 ou 805.8 impliquant un mineur sera considérée comme étant particulièrement grave et, si elle est commise par un membre du personnel d'encadrement de l'athlète pour des violations non liées à des substances spécifiées, entraînera la suspension à vie du membre du personnel d'encadrement de l'athlète en cause. De plus, les violations graves des articles 805.7 ou 805.8 susceptibles d'enfreindre également les lois et règlements non liés au sport seront dénoncées aux autorités administratives, professionnelles ou judiciaires compétentes.*

813.3.4 *Pour les violations de l'article 805.9, la période de suspension imposée sera au minimum de deux (2) ans et au maximum de quatre (4) ans en fonction de la gravité de l'infraction.*

813.3.5 *Pour les violations des articles 805.10, la sanction sera de deux (2) ans. Cette période de suspension pourra être réduite au maximum de moitié, en fonction du degré de la faute de l'athlète ou de l'autre personne et des autres circonstances du cas.*

813.4 Élimination de la période de suspension en l'absence de faute ou de négligence

Lorsque l'athlète ou l'autre personne établit dans un cas particulier l'absence de faute ou de négligence de sa part, la période de suspension normalement applicable sera éliminée.

813.5 Réduction de la période de suspension pour cause d'absence de faute ou de négligence significative

813.5.1 *Réduction des sanctions pour des substances spécifiées ou des produits contaminés en cas de violation des articles 805.1, 805.2 ou 805.6.*

813.5.1.1 Substances spécifiées

Lorsque la violation des règles antidopage implique une substance spécifiée et que l'athlète ou l'autre personne peut établir l'absence de faute ou de négligence significative, la suspension sera au minimum une réprimande sans suspension et au maximum deux (2) ans de suspension, en fonction du degré de la faute de l'athlète ou de l'autre personne.



813.5.1.2 Produits contaminés

Dans les cas où l'athlète ou l'autre personne peut établir l'absence de faute ou de négligence significative et que la substance interdite détectée provenait d'un produit contaminé, la suspension sera au minimum une réprimande sans suspension et au maximum deux (2) ans de suspension, en fonction du degré de la faute de l'athlète ou de l'autre personne.

813.5.2 Application de l'absence de faute ou de négligence significative au-delà de l'application de l'article 813.5.1

Si un athlète ou une autre personne établit, dans un cas où l'article 813.5.1 n'est pas applicable, l'absence de faute ou de négligence significative de sa part – sous réserve d'une réduction supplémentaire ou de l'élimination prévue à l'article 813.6 – la période de suspension qui aurait été applicable peut être réduite en fonction du degré de la faute de l'athlète ou de l'autre personne, mais sans être inférieure à la moitié de la période de suspension normalement applicable. Si la période de suspension normalement applicable est la suspension à vie, la période réduite au titre du présent article ne peut pas être inférieure à huit (8) ans.

813.6 Élimination ou réduction de la période de suspension, sursis, ou autres conséquences, pour des motifs autres que la faute

813.6.1 Aide substantielle fournie dans la découverte ou la détermination des violations des règles antidopage.

813.6.1.1 Avant une décision finale en appel, ou avant l'expiration du délai d'appel, une partie de la période de suspension peut être assortie d'un sursis dans le cas particulier où un athlète ou une autre personne a fourni une aide substantielle à une organisation antidopage, à une instance pénale ou à un organisme disciplinaire professionnel, si cela permet :

- *à l'organisation antidopage de découvrir ou de poursuivre une violation des règles antidopage commise par une autre personne ou*
- *à une instance pénale ou disciplinaire de découvrir ou de poursuivre un délit pénal ou une infraction aux règles professionnelles commise par une autre personne, dans la mesure où l'information fournie par la personne apportant une aide substantielle est mise à disposition de l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats.*

813.6.2 Admission d'une violation des règles antidopage en l'absence d'autre preuve

Lorsqu'un athlète ou une autre personne avoue volontairement avoir commis une violation des règles antidopage avant d'avoir été notifié d'un prélèvement d'échantillon susceptible d'établir une violation des règles antidopage, et dans la mesure où cette admission est la seule preuve fiable de cette violation au moment où elle a été faite, la période de suspension peut être réduite, mais pas en-deçà de la moitié de la période de suspension applicable normalement.

813.6.3 Aveu sans délai d'une violation des règles antidopage après avoir été dûment informé d'une violation passible de sanction en vertu de l'article 813.2.1.

En avouant sans délai la violation alléguée des règles antidopage après en avoir été informé par une organisation antidopage, et après que l'AMA et l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats l'ont toutes deux accepté, à leur libre appréciation, un athlète ou une autre personne passible d'une sanction de quatre (4) ans en vertu de l'article 813.2.1, peut bénéficier d'une réduction de la période de suspension jusqu'à un minimum de deux (2) ans, en fonction de la gravité de la violation et du degré de la faute de l'athlète ou de l'autre personne.



813.7 Violations multiples

813.7.1 Dans le cas d'une deuxième violation des règles antidopage par un athlète ou une autre personne, la période de suspension sera la plus longue des trois périodes suivantes :

- six mois ;
- la moitié de la période de suspension imposée pour la première violation sans prendre en compte les réductions prévues à l'article 813.6 ;
- le double de la période de suspension applicable à la deuxième violation des règles antidopage si elle était traitée comme une première violation, sans prendre en compte les réductions prévues à l'article 813.6 ;

La période de suspension calculée ci-dessus peut ensuite être réduite en application de l'article 813.6.

813.7.2 Une troisième violation des règles antidopage entraînera toujours la suspension à vie, à moins que la troisième violation remplisse les conditions fixées pour l'élimination ou la réduction de la période de suspension en vertu de l'article 813.4 ou 813.5, ou qu'elle porte sur une violation de l'article 805.4. Dans ces cas particuliers, la période de suspension variera entre huit (8) ans et la suspension à vie.

813.7.3 Une violation des règles antidopage pour laquelle l'athlète ou l'autre personne n'a commis aucune faute ni négligence ne sera pas considérée comme une violation antérieure au sens du présent article.

813.7.4 Règles additionnelles applicables en cas de violations multiples.

813.7.4.1 Aux fins de l'imposition de sanctions en vertu de l'article 813.7, une violation des règles antidopage sera considérée comme une deuxième violation seulement si l'organisation antidopage peut établir que l'athlète ou l'autre personne a commis une deuxième violation des règles antidopage après avoir reçu notification, conformément aux règles applicables, de la première infraction, ou après que l'organisation antidopage a raisonnablement tenté de notifier la première violation. Lorsque l'organisation antidopage ne peut établir ce fait, les violations doivent être considérées comme une unique et première violation et la sanction imposée reposera sur la violation entraînant la sanction la plus sévère.

813.7.4.2 Si, après l'imposition d'une sanction pour une première violation des règles antidopage, une organisation antidopage découvre des faits concernant une violation des règles antidopage par l'athlète ou l'autre personne survenue avant la notification de la première violation, l'organisation antidopage imposera une sanction additionnelle en fonction de la sanction qui aurait pu être imposée si les deux violations avaient été sanctionnées au même moment. Les résultats obtenus dans les compétitions remontant à la première violation des règles antidopage seront annulés conformément à l'article 813.8.

813.7.5 Violations multiples des règles antidopage pendant une période de dix (10) ans.

Aux fins de l'article 813.7, chaque violation des règles antidopage doit survenir pendant la même période de dix (10) ans pour que les infractions soient considérées comme des violations multiples.

813.8 Annulation des résultats obtenus dans des compétitions postérieures au prélèvement ou à la perpétration de la violation des règles antidopage.

En plus de l'annulation automatique des résultats obtenus à la compétition au cours de laquelle un échantillon positif a été recueilli, en vertu de l'article 812, tous les autres résultats de compétition obtenus par l'athlète à compter de la date du prélèvement de l'échantillon positif (en compétition ou hors compétition) ou de la perpétration d'une autre violation des règles antidopage seront annulés, avec toutes les conséquences qui en résultent, incluant le retrait de l'ensemble des médailles, points et prix, jusqu'au début de la suspension provisoire ou de la suspension, à moins qu'un autre traitement ne se justifie pour des raisons d'équité.



813.9 Début de la période de suspension

Sauf dans les cas prévus ci-dessous, la période de suspension commencera à la date de la décision de l'instance d'audition de dernier recours ou, en cas de renonciation à l'audience ou d'absence d'audience, à la date à laquelle la suspension a été acceptée ou imposée. Toute période de suspension provisoire (imposée ou volontairement acceptée) sera déduite de la période totale de suspension à subir.

813.9.1 Retards non imputables à l'athlète ou à l'autre personne.

En cas de retards considérables dans la procédure d'audition ou d'autres aspects du contrôle du dopage non attribuables à l'athlète ou à l'autre personne, l'instance imposant la sanction pourra faire débiter la période de suspension à une date antérieure pouvant remonter à la date du prélèvement de l'échantillon concerné ou à la date de la dernière violation des règles antidopage. Tous les résultats obtenus en compétition durant la période de suspension, y compris en cas de suspension rétroactive, seront annulés.

813.9.2 Aveu sans délai.

Si l'athlète ou l'autre personne avoue rapidement (ce qui signifie, dans tous les cas, avant sa participation à une autre compétition) la violation des règles antidopage après avoir été dûment informé de celle-ci par l'organisation antidopage, la période de suspension pourra commencer dès la date à laquelle l'échantillon a été recueilli ou la date de la dernière violation des règles antidopage. Cependant, dans chaque cas où cet article sera appliqué, l'athlète ou l'autre personne devra accomplir au moins la moitié de la période de suspension à compter de la date à laquelle l'athlète ou l'autre personne aura accepté l'imposition d'une sanction, de la date à laquelle une décision imposant une sanction aura été rendue suite à une audience ou de la date à laquelle une sanction est autrement imposée. Cet article ne s'applique pas lorsque la période de suspension a déjà été réduite en vertu de l'article 813.6.3.

813.9.3 Si une suspension provisoire est imposée et est respectée par l'athlète ou l'autre personne, cette période de suspension provisoire devra être déduite de toute période de suspension qui pourra lui être imposée au final. Si une période de suspension est purgée en vertu d'une décision faisant par la suite l'objet d'un appel, l'athlète ou l'autre personne se verra déduire la période de suspension ainsi purgée de toute période de suspension susceptible d'être imposée au final en appel.

813.9.4 Si un athlète ou une autre personne accepte volontairement par écrit une suspension provisoire prononcée par une organisation antidopage responsable de la gestion des résultats et s'abstient ensuite de participer à des compétitions, l'athlète ou l'autre personne bénéficiera d'un crédit correspondant à cette période de suspension provisoire volontaire, venant en réduction de toute période de suspension qui pourra être imposée au final.

813.9.5 L'athlète ne pourra bénéficier d'aucune réduction de sa période de suspension pour toute période antérieure à sa suspension provisoire ou à sa suspension provisoire volontaire pendant laquelle il a décidé de ne pas concourir ou a été suspendu par son équipe.

813.9.6 Dans les sports d'équipe, lorsque la période de suspension est imposée à une équipe, et sauf si l'équité l'exige, la période de suspension commencera à la date de la décision en audience finale imposant la suspension ou, en cas de renonciation à l'audience, à la date à laquelle la suspension est acceptée ou autrement imposée.

813.10 Statut durant la période de suspension

813.10.1 Aucun athlète ni aucune personne suspendu(e) (y compris le personnel d'encadrement de l'athlète) ne pourra, durant sa période de suspension, participer à quelque titre que ce soit, à une compétition ou activité autorisée ou organisée par le CNO ou une fédération nationale ou un club ou une autre organisation membre d'une organisation membre d'un signataire (sauf des programmes d'éducation ou de réhabilitation autorisés), ni à des compétitions autorisées ou organisées par une ligue professionnelle ou une organisation responsable de manifestations internationales ou nationales.



813.10.2 Reprise de l'entraînement.

À titre d'exception à l'article 813.10.1, un athlète peut reprendre l'entraînement avec une équipe ou utiliser les équipements d'un club ou d'une autre organisation membre d'une organisation membre d'un signataire du code AMA pendant les deux (2) derniers mois de la période de suspension de l'athlète, ou pendant le dernier quart de la période de suspension imposée, selon celle de ces deux périodes qui est la plus courte.

813.10.3 Violation de l'interdiction de participation pendant la suspension.

Lorsqu'un athlète ou une autre personne faisant l'objet d'une suspension viole l'interdiction de participation pendant la suspension décrite à l'article 813.10.1, les résultats de cette participation seront annulés et une nouvelle période de suspension d'une longueur égale à la période de suspension initiale sera ajoutée à la fin de la période de suspension initiale. La nouvelle période de suspension peut être ajustée en fonction du degré de la faute et des autres circonstances du cas.

Lorsqu'un membre du personnel d'encadrement de l'athlète ou une autre personne aide une personne à violer l'interdiction de participation pendant une suspension, l'organisation antidopage compétente à l'égard de ce membre du personnel d'encadrement ou de cette autre personne imposera les sanctions prévues pour violation de l'article 805.9 en raison de cette aide.

Titre IX : Sanctions à l'encontre des équipes

814.1 Contrôles relatifs aux sports d'équipe

Lorsque plus d'un membre d'une équipe dans un sport d'équipe a été notifié d'une violation des règles antidopage dans le cadre d'une manifestation, l'organisme responsable de la manifestation doit réaliser un nombre de contrôles ciblés approprié à l'égard de l'équipe pendant la durée de la manifestation.

814.2 Conséquences pour les sports d'équipe

Si plus de deux membres d'une équipe dans un sport d'équipe ont commis une violation des règles antidopage pendant la durée de la manifestation, l'organisme responsable de la manifestation doit, au minimum, imposer une sanction appropriée à l'équipe en question (par exemple, perte de points, disqualification d'une compétition ou d'une manifestation, ou autre sanction) en plus des conséquences imposées aux athlètes ayant commis la violation des règles antidopage.

Titre X : Divers

Article 815

Toute disposition en matière de sanctions non expressément prévue dans le présent règlement est soumise aux normes édictées par le code mondial antidopage entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Article 816

La réglementation antidopage pourra être adaptée en fonction des modifications imposées par les organismes nationaux et internationaux compétents en la matière.



Annexe : 1

Disciplines sportives – catégorie

L'équitation est en « Catégorie D ».

CATÉGORIE A

- Athlétisme – longues distances (3000 mètres et plus)
- Triathlon
- Duathlon
- Cyclo-cross
- Cyclisme – sur piste
- Cyclisme – BMX
- Cyclisme – mountainbike
- Cyclisme – sur route
- Biathlon
- Ski – ski de fond
- Ski – combiné nordique

CATÉGORIE C

- Basketball
- Handball
- Hockey
- Football
- Volleyball
- Waterpolo
- Hockey sur glace

CATÉGORIE D

- Tir à l'arc
- Gymnastique – rythmique
- Gymnastique – trampoline
- Équitation – dressage
- Équitation – concours complet
- Équitation – obstacles
- Tir
- Sport aquatique – plongeon
- Sport aquatique – nage synchronisée
- Curling
- Ski – saut

CATÉGORIE B

- Athlétisme – tout sauf les longues distances (3000 mètres et plus)
- Badminton
- Boxe
- Haltérophilie
- Gymnastique – artistique
- Judo
- Canoë – slalom
- Canoë – sprint
- Pentathlon moderne
- Aviron
- Escrime
- Taekwondo
- Tennis de table
- Tennis
- Beachvolley
- Sport aquatique – natation
- Lutte
- Voile
- Bobsleigh
- Skeleton
- Luge
- Patinage – Artistique
- Patinage – Short track
- Patinage – Vitesse
- Ski – alpin
- Ski – Freestyle
- Ski – snowboard